

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

contact: [cnpe.mali@africonemali.net](mailto:cnpe.mali@africonemali.net)

Site : [www.instat.gov.ml](http://www.instat.gov.ml)

tél. : (223) 20 22 24 55 / (223) 20 22 48 73 fax : (223) 20 22 71 45

BP 12 Bamako

# NOTE DE CONJONCTURE

2<sup>ème</sup> trimestre 2013

*Au moment où le Mali sort de la crise socio politique et sécuritaire, la conjoncture économique évolue de façon diverse selon les secteurs. La production de l'industrie manufacturière se redresse et dépasse de 8% son maximum historique. La production aurifère demeure au niveau atteint en 2012 avec l'exploitation de nouvelles mines. La chute de plus de 20% en 6 mois des cours mondiaux de l'or ne s'est pas encore traduite dans les prix d'exportation de l'or malien même si elle devrait affecter les résultats du second semestre 2013. Avec la reprise progressive de la demande intérieure, les importations progressent quelque peu, tandis que les exportations stagnent et pourrait baisser au regard de la chute des cours mondiaux de l'or. Le niveau de la pluviométrie atteint à fin juillet se révèle proche de la moyenne habituelle mais reste inférieur à son niveau observé en 2012. On pourrait anticiper une année de production céréalière moyenne néanmoins inférieure aux bons résultats de 2012. La baisse progressive des prix à la consommation (+5,3% en décembre 2012 contre +1,2% en juillet 2013) tirée en grande partie par la composante alimentaire pourrait s'inverser au cours des prochains mois. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie affecté durement par les crises successives a du mal à se relever et cette situation risque de perdurer pendant plusieurs mois. Le secteur des BTP a été fortement marqué par la baisse des financements tant extérieurs que nationaux au 1<sup>er</sup> semestre 2012. On note également une amélioration du niveau des recettes de l'Etat en même temps qu'une augmentation des dépenses totales. Avec la reprise modérée à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2012 de l'aide extérieure, ce secteur devrait se redresser rapidement dans les prochains mois. Les crédits à l'économie continuent de progresser de façon satisfaisante (+10% en un an) de même que les avoirs extérieurs nets qui se redressent et dépassent leur maximum historique de 12,6 milliards FCFA, traduisant ainsi l'amélioration de la confiance de la communauté internationale par rapport à la situation malienne.*

## ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

<b>SIGLES</b>	<b>INTITULES COMPLETS</b>
<b>AFRISTAT</b>	<b>Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne</b>
<b>INSTAT</b>	<b>Institut National de la Statistique</b>
<b>UEMOA</b>	<b>Union Économique et Monétaire Ouest Africaine</b>
<b>IHPI</b>	<b>Indice Harmonisé de la Production Industrielle</b>
<b>IHPC</b>	<b>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</b>
<b>CMDT</b>	<b>Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles</b>
<b>SUKALA</b>	<b>Société Sucrière du Kala</b>
<b>PARI</b>	<b>Programme d'Appui Régional à l'Intégration</b>
<b>F CFA</b>	<b>Franc des Communautés Financières d'Afrique</b>
<b>\$ E-U</b>	<b>Dollar des Etats-Unis</b>
<b>PNG</b>	<b>Position Nette du Gouvernement</b>
<b>ONAP</b>	<b>Office National de Produits Pétroliers</b>

<b>UNITES DE MESURE</b>	<b>VALEURS CONVENTIONNELLES</b>
-------------------------	---------------------------------

<b>Baril</b>	<b>Vaut 158,987 litres</b>
<b>Livre</b>	<b>Vaut 453,592 grammes</b>
<b>Once</b>	<b>Vaut 28,349 grammes</b>

### **SIGNES CONVENTIONNELS**

<b>cvs</b>	<b>Corrigé des Variations Saisonnières</b>
<b>,</b>	<b>Sépare les unités des fractions décimales</b>
<b>Janv-95</b>	<b>Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)</b>
<b>T1-95</b>	<b>Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)</b>
<b>%</b>	<b>Pour cent</b>

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

#### Présentation :

A la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 la conjoncture économique internationale est globalement caractérisée par une croissance plus lente que prévue dans la plupart des pays émergents ainsi qu'une récession qui perdure dans la zone euro. Le marché des matières premières a été marqué par une baisse du niveau général des prix.

Au plan national, la conjoncture économique au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 a été marquée par les signaux annonciateurs de sortie de crise mais elle reste diverse selon les secteurs. La production de l'industrie manufacturière se redresse et dépasse son maximum historique. La production aurifère demeure au niveau atteint en 2012 avec l'exploitation de nouvelles mines. La chute continue des cours mondiaux de l'or ne s'est pas encore traduite dans les prix d'exportation de l'or malien. Avec la reprise progressive de la demande intérieure, les importations progressent quelque peu, tandis que les exportations stagnent. Les recettes de l'Etat s'améliorent. Toutefois, le niveau de la pluviométrie atteint à fin juillet se révèle proche de la moyenne habituelle mais reste inférieur à son niveau observé en 2012. La baisse progressive des prix à la consommation (+5,3% en décembre 2012 contre +1,2% en juillet 2013) tirée en grande partie par la composante alimentaire pourrait s'inverser au cours des prochains mois. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie reste le plus affecté. Le secteur des BTP a été fortement marqué par la baisse des financements tant extérieurs que nationaux au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Ainsi, on note une augmentation des dépenses totales. Avec la reprise modérée à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2012 de l'aide extérieure, ce secteur devrait se redresser rapidement dans les prochains mois. Les crédits à l'économie continuent de progresser de façon satisfaisante de même que les avoirs extérieurs nets qui se redressent et dépassent leur maximum historique de **12,6 milliards FCFA**.

### 1- La production industrielle

#### a- L'indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) hors extractive

Le niveau de l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive a replié de **34,0%** par rapport au précédent du fait de la saisonnalité de l'égrenage du coton. En revanche, par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le niveau général de l'indice a augmenté de **5,2%**. Ce qui traduit un retour à la normale de la demande après une crise socio politique et sécuritaire. Cette reprise apparaît comparativement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011 avec un taux de **11,7%**

#### ➤ Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013

Le recul de **34,0%** du niveau général de l'indice est imprimé en grande partie par la forte baisse de la quantité de coton égrené du fait de la saisonnalité de l'égrenage. En effet, la période d'avril à juin est consacrée plus tôt à la culture du coton. De même, les branches « fabrication de textiles » et « fabrication de matériels électriques » ont contribué à ce repli respectivement de **37,7%** et de **10,0%** malgré la hausse de **19,5%** de la production d'électricité.

#### ➤ Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012

L'indice de la production industrielle s'est accru de **5,2%** à cause principalement de l'augmentation des niveaux de production enregistrés par les branches industrielles : « agro-alimentaires et tabac » (**+23,2%**), « électricité, gaz et eau » (**+11,0%**), « fabrication de matériels électriques » (**+8,0%**) « pétrolière, chimique et caoutchouc, plastique » (**+9,6%**). En revanche, la production de la branche « textile et cuir » chute de plus de plus de **62,0%** en liaison avec le repli de l'égrenage de **72,1%** tandis que la fabrication de textile progresse de **14,8%**.

Quant à l'évolution de l'industrie manufacturière, elle traduit mieux la reprise au niveau de ce secteur après les perturbations subies durant la période de la crise. En effet, le niveau de l'indice de l'industrie manufacturière est en hausse de **11,5%** par rapport au trimestre précédent, de **17,3%** par rapport à la même période en 2012 et de **11,4%** comparativement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011. En plus, de notre analyse, il ressort que la production manufacturière au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 dépasse même son maximum historique d'un plus de **8,0%**.

#### b- La production moderne d'or

La production moderne d'or progresse de **11,2%** par rapport au trimestre précédent et de **3,0%** par rapport à son niveau il y a un an. On note globalement que la production moderne aurifère demeure à son niveau atteint en 2012 avec l'exploitation de nouvelles mines. Ce qui traduit le taux de réalisation des prévisions de **100,5%**.

#### c- L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : **50,0%** des répondants affirment que leur production a augmenté par rapport au trimestre précédent contre **35,7%** qui évoquent une diminution et **14,3%** pensent que leur production reste inchangée. La majorité des entreprises ayant augmenté leur production se situe dans les branches « agroalimentaire et tabac » tandis que la plupart des entreprises ayant diminué leur production se retrouve dans la branche « pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique ».

Toutefois, on note que la majorité des entreprises, soit près de **70,0%** des répondant n'ont utilisé que moins de **75%** de leur capacité de production. Les principaux facteurs ayant conduit à cette limitation d'utilisation de capacité de production sont entre autres: l'insuffisance des commandes pour **41,7%** des entreprises répondantes, l'insuffisance d'équipement pour **20,8%** l'insuffisance de matières premières pour **12,5%** des entreprises et **16,7%** pensent qu'aucun facteur ne limite leur capacité de production.

#### c-1 Sur l'utilisation de leur capacité de production

- **47,6%** affirment avoir utilisé entre 50% et 75% de leur capacité de production (en majorité la branche métallique) ;
- **19,1%** affirment avoir utilisé moins de 50% de leur capacité de production (majoritairement la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **33,3%** affirment avoir utilisé plus de 75% de leur capacité de production (surtout la branche agro-alimentaire et tabac).

#### c-2 Sur la production du trimestre à venir (3<sup>ème</sup> trimestre 2013)

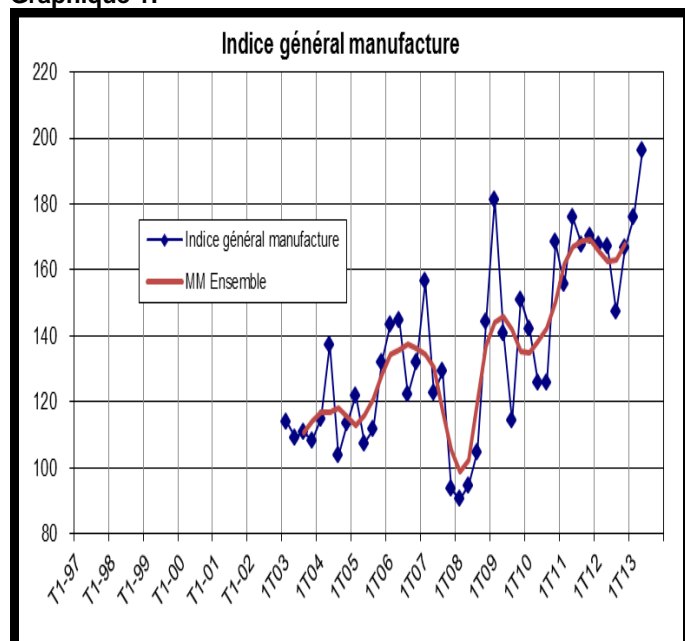
- **41,7%** prétendent augmenter leur production (en majorité la branche agro-alimentaire et tabac) ;

- **37,5%** se prononcent pour la stabilité (en majorité la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **20,8%** déclarent diminuer leur production (en majorité la branche métallique).

### c-3 Sur l'évolution des prix de vente du prochain trimestre (3<sup>ème</sup> trimestre 2013)

- **12,5%** pensent que les prix de vente augmenteront (en majorité la branche agro-alimentaire et tabac) ;
- **75,0%** se prononcent pour une stabilité des prix de vente (majoritairement la branche pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique) ;
- **12,5%** pensent qu'ils diminueront (la branche papier carton et édition imprimerie).

Graphique 1:



## 2- Les cours internationaux

Les cours des principales matières premières sur le marché international sont dans l'ensemble orientés vers le bas au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent à l'exception du coton.

### ➤ Le pétrole

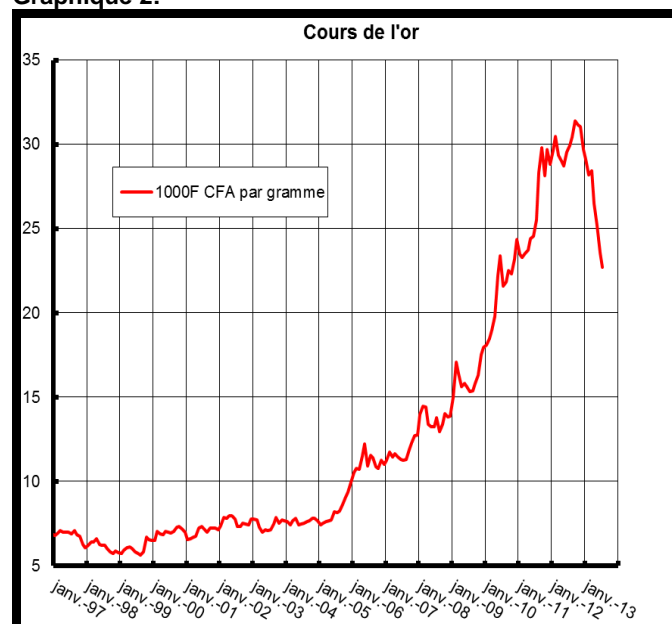
Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, les cours mondiaux du brut en dollar ont replié de plus de **5,0%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2012, le prix du pétrole exprimé en dollar recule d'environ **12,0%**. Exprimé en franc CFA, les cours du pétrole ont baissé dans les mêmes proportions. Cette situation s'explique globalement par la persistance du ralentissement de l'activité économique mondiale dans l'ensemble. Cependant, les perturbations liées à la crise socio politique au Moyen Orient notamment en Syrie pourrait engendrer une hausse des cours dans les prochains trimestres.

### ➤ L'or

L'effondrement des cours mondiaux de l'or se poursuit au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. En effet, le prix de l'or est passé de **1 718 dollars l'once** en fin décembre 2012 à **1 415 dollars l'once** en fin juin 2013. A fin juillet 2013, il est d'environ de **1 286 dollars l'once**. L'amélioration de l'économie américaine ainsi que la hausse de la production mondiale de l'or font partie des causes de la dépréciation des cours du métal jaune. Ainsi, les cours de l'or exprimés en dollar a connu un reflux de plus de **20,0%** entre décembre 2012 et juin 2013.

Les perspectives laissent entrevoir une aggravation de la chute des prix au moins pour le reste de l'année 2013.

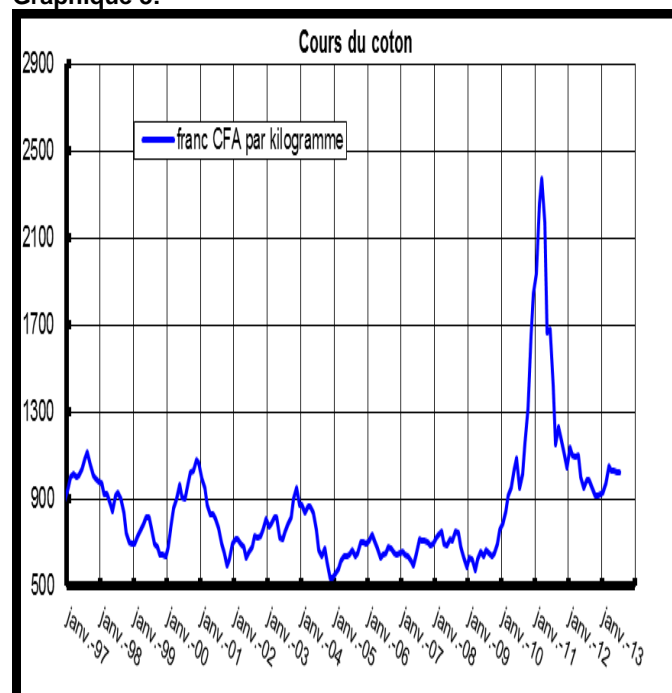
Graphique 2:



### ➤ Le coton

Parmi les principales matières premières, le coton est la seule à avoir rompu avec la tendance baissière depuis le début de l'année 2013. En effet, les cours mondiaux du coton ont progressé d'un peu plus de **3,0%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Toutefois, ils ont replié d'environ **8,0%** par rapport à la même période en 2012. La hausse entamée en 2013 est due en partie à la baisse de la production mondiale en liaison avec la réduction des superficies de coton au profit d'autres cultures plus rentables alors qu'au même moment, on observe une augmentation progressive mais modérée de la consommation de coton.

Graphique 3:



### ➤ Cours des produits alimentaires

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, les prix de produits alimentaires dans l'ensemble ont fléchi. En effet, l'indice des prix des produits alimentaires recule de **3,1%** par rapport au trimestre précédent en liaison avec le repli de près de **4,0%**

respectivement pour les céréales et les oléagineux. Par rapport à son niveau il ya un an, l'indice des produits alimentaires baisse de **4,6%** en dépit d'un redressement de **5,0%** pour les céréales. Cette baisse est tirée surtout par le repli de plus de **11,0%** des oléagineux et d'un recul de **5,0%** pour les autres produits alimentaires. Cette tendance générale à la baisse est due à une augmentation de l'offre consécutive aux bonnes récoltes pour la plupart de ces produits

#### ➤ **Le pouvoir d'achat pétrolier de l'or et du coton**

L'évolution du pouvoir d'achat pétrolier de l'or et de celui du coton constitue un indicateur assez significatif de l'évolution des termes de l'échange au niveau du Mali. Ces deux produits représentant l'essentiel de nos exportations, l'évolution de leur prix est mise en parallèle avec l'évolution des cours du pétrole. Ce dernier constituant une part très importante des importations.

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on observe une évolution globalement stagnante du pouvoir d'achat pétrolier du coton depuis le début de l'année 2012 avec un léger creux au 2<sup>ème</sup> semestre 2012. S'agissant du pouvoir d'achat pétrolier de l'or, il a baissé de plus de **8,0%** par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et de **5,2%** par rapport à la même période en 2012. Ce qui traduit nettement de la chute des cours mondiaux de l'or.

### **3- Le commerce extérieur**

#### **a- Les importations**

La valeur globale des importations au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 est de **448,5 milliards FCFA** avec un volume de **1 236 300 tonnes** contre **394,0 milliards FCFA** pour un volume **1 277 000 tonnes** au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Les importations du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ont porté sur les produits pétroliers pour **267 800 tonnes** et une valeur de **84,1 milliards FCFA** ainsi que les produits non pétroliers pour **968 500 tonnes** et une valeur de **364,4 milliards FCFA**

Les droits et taxes liquidés à fin juin 2013, dépassent de **22,0 milliards FCFA** leur niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2012. Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, les droits et taxes relatifs aux produits pétroliers sont de **39,1 milliards FCFA** pour une prévision de **32,7 milliards FCFA** en liaison avec le bon niveau de la fiscalité. Le niveau de recettes sur les marchandises solides est de **122,9 milliards FCFA** pour une prévision de **126,7 milliards FCFA**.

#### ➤ **Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013**

Le volume des marchandises importées recule de **3,2%** à cause de la baisse de **4,4%** des quantités de produits pétroliers importés. En valeur, les importations globales ont progressé de **13,8%** avec une augmentation de **31,3%** pour les produits pétroliers et **10,4%** pour les autres marchandises.

#### ➤ **Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012**

Les quantités globales des importations ont replié de **3,4%** en liaison avec la baisse de **4,5%** et de **3,1%** respectivement des volumes des produits pétroliers et des marchandises solides. En revanche, la valeur des importations est en hausse de **13,9%** en relation avec la forte augmentation de la valeur des produits pétroliers importés. De même, la valeur des marchandises solides a augmenté de **3,0%**.

Il convient de rappeler que la valeur des importations de produits pétroliers est administrée.

L'analyse des importations par zone de provenance indique la prédominance des échanges intracommunautaires. En

effet, la zone CEDEAO est la principale source d'approvisionnement du Mali avec **59,2%** et **31,7%** du total respectivement du volume et de la valeur sous l'impulsion des importations en provenance de la zone UEMOA (**57,7%** du volume total et **30,1%** de la valeur globale). En valeur, la zone CEDEAO est suivie de l'Asie et de l'Union Européenne respectivement avec **25,1%** et **23,0%**. Ces trois zones d'importation constituent à elles seules près **80,0%** des importations globales du Mali au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Cependant, il faut noter que les importations de produits originaires de la sous région par le Mali sont essentiellement constituées de produits pétroliers et dans une moindre mesure de ciments avec l'ouverture de l'usine de ciment du Mali.

Au titre du classement des principaux pays partenaires commerciaux du Mali au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le Sénégal encore en tête avec **16,8%** de la valeur globale des importations. Il est suivi de la Chine (**11,7%**), de la France (**9,4%**) et de la Côte d'Ivoire (**8,5%**).

#### **b- Les exportations**

Les exportations s'élèvent à **249 885 tonnes** de marchandises pour une valeur de **298,8 milliards FCFA** au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 contre à **207 932 tonnes** de marchandises pour une valeur de **275,9 milliards FCFA** au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

#### ➤ **Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013**

Le volume total des exportations a progressé de **20,2%** en liaison essentiellement avec la hausse de plus de **22,0%** des autres marchandises, notamment les engrais. Quant aux quantités d'or et de coton exportés, elles n'ont augmenté que dans une proportion moindre avec des taux respectifs de **7,3%** et de **2,7%**. De même, la valeur des exportations globales affiche la même tendance haussière en relation surtout avec l'augmentation de la valeur de certaines marchandises exportées telles que les engrais. En effet, les engrais se classent au rang du 2<sup>ème</sup> produit d'exportation après l'or au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 avec une valeur d'environ **33,0 milliards FCFA**.

#### ➤ **Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012**

Les quantités globales exportées ont progressé dans une proportion très faible de **0,3%** avec un recul de plus de **15,0%** du volume d'or exporté. En valeur, les exportations se sont accrues que de **5,0%** malgré la hausse de **93,8%** et **10,4%** respectivement des exportations de coton et d'or.

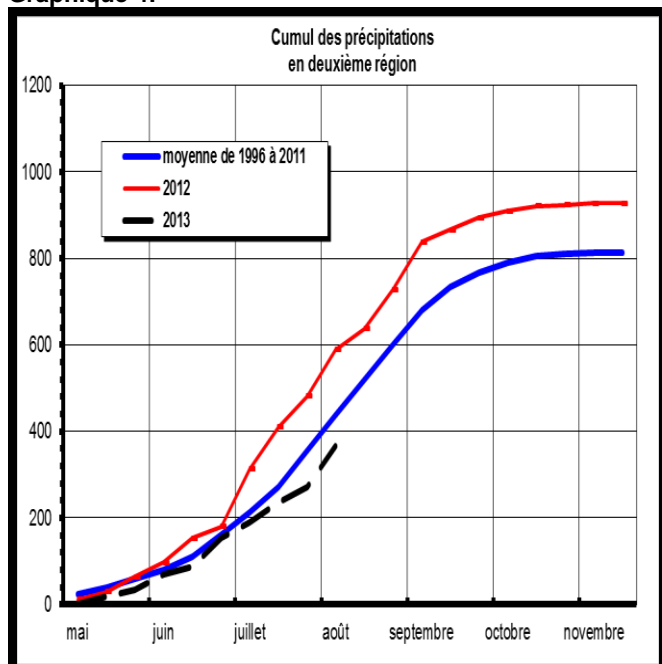
#### **c- Le solde commercial et le taux de couverture**

Le solde commercial s'est dégradé d'avantage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 avec **-149,7 milliards FCFA** et **-118,1 milliards FCFA** au trimestre précédent contre **-109,5 milliards FCFA** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **66,6%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, **70,0 %** au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 contre **72,2%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012.

### **4- La Campagne agricole**

Le début de la campagne agricole 2013/2014 est marqué par la répartition inégale des pluies et leur installation tardive. Dans l'ensemble, la quantité de pluies enregistrée à la fin de la 1<sup>ère</sup> décade du mois d'août sont inférieures à leur niveau observé à la même date en 2012, mais demeurent proches de la moyenne des seize dernières années (1996 à 2011). Ce qui pourrait anticiper une année de production céréalière moyenne néanmoins inférieure aux bons résultats de 2012.

Graphique 4:



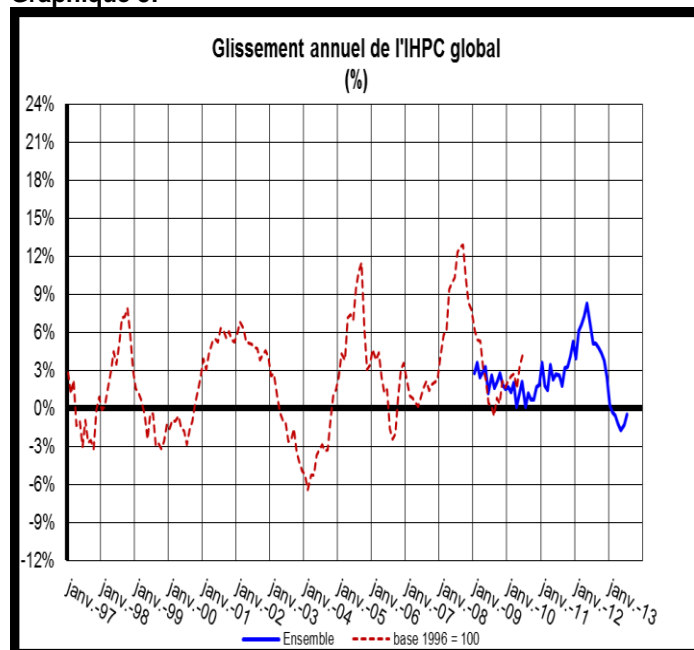
## 5- Les Prix nationaux

### a- L'indice des prix à la consommation

En glissement annuel, l'inflation est restée négative durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 avec des taux de **-1,2%** en avril, **-1,7%** en mai et **-1,3%** en juin 2013. En dépit de l'impact du mois de carême, cette tendance baissière s'est poursuivie au cours du mois suivant imprimée en partie par les effets positifs des bons résultats de la production agricole de 2012. En effet, le taux d'inflation est ressorti à **-0,5%** à fin juillet 2013. Le repli significatif du niveau général des prix à la consommation est essentiellement lié à la baisse observée de **3,6%** au niveau de la composante alimentaire, notamment le recul de **13,4%** du prix des céréales. En plus, la baisse de **0,4%** de l'indice de la fonction « articles d'habillement et chaussures » a quelque peu contribué au repli du niveau général des prix.

De même, l'évolution vers le bas du niveau de l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation suscite l'espoir de respecter le critère de 3% à la fin de l'année 2013 au regard de la baisse continue des prix notamment des céréales malgré la période de soudure. En effet, le taux d'inflation passe de **+5,0%** en janvier 2013 à **+3,9%** en mars et **+1,7%** en juin 2013 et **+1,2%** en juillet 2013. Pour la zone UEMOA, le taux d'inflation se situe à **+2,4%** en janvier 2013 contre **+2,3%** en mars 2013 et **+2,5%** en mai 2013.

Graphique 5:



## b- Les prix des produits pétroliers et du gaz

### - Les prix fournisseurs

Tableau 1 : Evolution des prix fournisseurs des produits pétroliers par axe en FCFA / Litre

	Trimestres	Super carburant	Pétrole Lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil	Jet A1
Axe Abidjan (OANDO)	2T2013	405,2	442,7	405,3	419,8	308,4	442,6
	1T2013	417,6	462,2	430,2	444,1	317,3	461,8
	Var.%	<b>-3,0</b>	<b>-4,2</b>	<b>-5,8</b>	<b>-5,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-4,2</b>
Axe Dakar et autres axes	2T2013	403,3	446,4	420,3	425,2	314,0	446,3
	1T2013	417,8	465,8	443,1	447,7	322,8	465,4
	Var.%	<b>-3,5</b>	<b>-4,2</b>	<b>-5,2</b>	<b>-5,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>-4,1</b>
Axe Zinder	2T2013	405,0	-	422,7	-	-	-
	1T2013	410,7	-	440,0	-	-	-
	Var.%	<b>-1,4</b>	-	<b>-3,9</b>	-	-	-

Source : ONAP var = variation - non concerné

A l'instar des cours mondiaux du pétrole au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on observe une baisse du niveau général des prix fournisseurs moyens par rapport au trimestre précédent de tous les produits pétroliers et sur tous les axes d'approvisionnement du pays avec des taux allant de **-1,4%** à **-5,8%**. Il ressort que le recul est plus élevé pour le gasoil que pour les autres produits.

Toutefois, en matière d'approvisionnement pour tous les produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Sénégal - Mali revient moins cher.

### - Les prix plafond

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, les prix moyens à la pompe des produits pétroliers liquide ont augmenté de **3,0 FCFA par litre**.

Quant au prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, contrairement aux produits pétroliers liquides, il a baissé de **53,7 FCFA**. Cependant, le prix de la bouteille de 6 kilogrammes de gaz butane demeure fixé à **3500 FCFA**.

## Les prix à la pompe ou prix effectifs

A fin juin 2013, le prix moyen du litre de super carburant est de **719 FCFA** en moyenne contre **722 FCFA** à fin mars 2013. Le litre de gasoil a coûté **644 FCFA** à fin juin 2013 et **641 FCFA** à fin mars 2013. Quant au pétrole lampant, son prix moyen est de **553 FCFA** en juin 2013 contre **558 FCFA** en mars 2013. Globalement, on observe que les trois produits les plus consommés sont vendus moins cher à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 qu'à la fin du trimestre précédent.

En revanche, à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on constate que les prix moyens nationaux du supercarburant du gasoil et du pétrole lampant sont respectivement inférieurs à leurs prix plafond.

Au niveau des grandes villes du Mali, en dehors de Tombouctou, Gao et Kidal, tout comme à la fin du trimestre précédent le super carburant et le pétrole lampant sont plus chers à Kayes avec respectivement **731 FCFA** et **600 FCFA** le litre à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Le gasoil est plus cher à Koulikoro avec **650 FCFA** le litre.

## 6- Les services

### a- Le tourisme et l'hôtellerie

Selon les données provisoires de l'OMATHO, l'évolution des branches d'activité de tourisme et de l'hôtellerie ne laisse entrevoir une reprise de sitôt malgré une amélioration significative de la situation sécuritaire du pays. Cette morosité risque de perdurer si des dispositions ne sont pas prises. En effet, au cours des cinq premiers de 2013 le nombre de visiteurs recensés au niveau de l'aéroport de Bamako Senou a connu un reflux de plus **23,0%** comparativement à la même période en 2012, tandis que le repli est d'environ **35,0%** par rapport aux cinq premiers de 2011. La contraction dans ces branches est plus perceptible en termes de nuitée. Ainsi, dans le district de Bamako, une ville qui est relativement plus sécurisée, les nuitées dénombrées au 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont largement en deçà de leur niveau au 1<sup>er</sup> semestre 2011 (**-96,0%**) et par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012 (**-66,4%**).

### b- Les transports

Tout comme le tourisme, les conséquences de la crise se font encore sentir sur les immatriculations des véhicules au point qu'ils peinent à sortir du creux. En effet, le nombre de véhicules de tourisme immatriculés au 1<sup>er</sup> semestre 2013 est en baisse de **49,0%** par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2012, le recul est de **75,0%**. Quant à l'évolution du nombre de véhicules utilitaires immatriculés, elle affiche un reflux de **7,0%** au 1<sup>er</sup> semestre 2013 par rapport à la même période en 2012 contre un repli de plus de **71,0%** par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2012.

Quant au transport aérien, l'analyse permet de dire que la contraction des activités due à la crise commence à se dissiper. Cependant, l'évolution des activités n'a pas atteint son rythme d'année normale. Ainsi, le transport de marchandises au 1<sup>er</sup> semestre 2013 est en hausse de **27,0%** par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012 contre une augmentation de **6,0%** pour le transport de passagers sur la même période. Par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2011 le transport de passagers recule de **10,0%** tandis que le transport de fret croît de **19,0%**.

### c- Les télécommunications

Le volume du trafic téléphonique continue de s'améliorer et la sortie de crise constitue un atout supplémentaire d'expansion de cette branche d'activité. On relève ainsi une augmentation du parc mobile et fixe d'un trimestre à l'autre en liaison avec la commercialisation de nouvelles offres du fixe de même qu'à la vulgarisation de la « promo activation ». L'augmentation du nombre d'abonnés traduit parfaitement la hausse du volume du temps d'appels émis

vers l'extérieur de **7,3%** et **4,0%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. De même, le volume du temps d'appels en provenance de l'extérieur a progressé de **7,3%** par rapport au trimestre précédent et de plus **16,0%** par rapport à la même période en 2012.

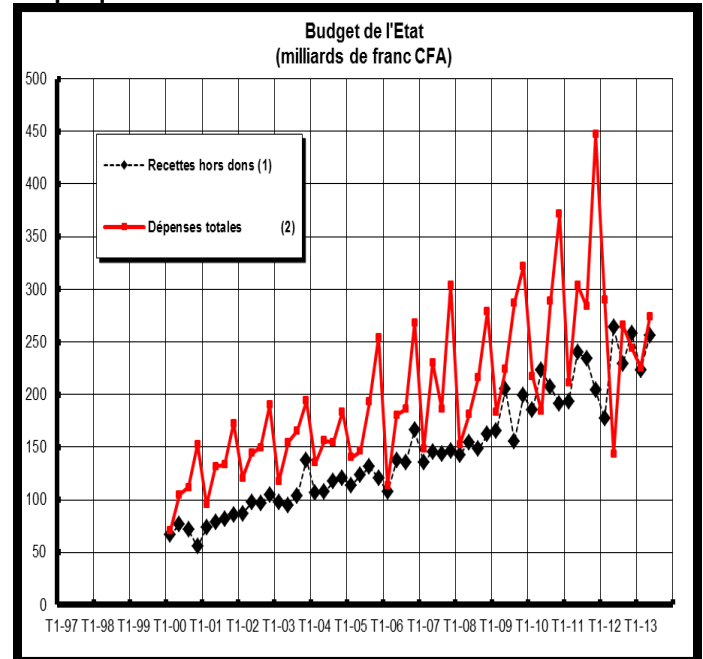
En ce qui concerne le volume des appels intérieurs, il s'est accru de plus **3,0%** par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et de **23,0%** par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012.

## 7- Les finances publiques

### a- Les recettes

A fin juin 2013, le niveau des recettes totales hors dons dépasse de plus **38,0 milliards FCFA** celui à la même période en 2012, soit une augmentation de **8,6%**. La contribution des recettes fiscales à cette hausse est de **6,7%** dont une croissance de **7,0%** pour les impôts directs et de **6,6%** pour les impôts indirects. S'agissant des recettes non fiscales, elles ont cru de plus de **12,0%**. Par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2012, les recettes hors dons ont quelque peu diminué de **1,6%** en lien essentiellement avec le repli des recettes fiscales notamment des impôts indirects de **8,0%** de recettes, soit un recul **24,0 milliards FCFA**. Cette situation s'explique par le fait que des efforts immenses ont été déployés dans le cadre des recouvrements en fin 2012 au regard de la suspension de l'aide extérieure liée à la crise.

Graphique 6:



### b- Les dépenses

Les dépenses totales ont progressé de **15,0%** au 1<sup>er</sup> semestre 2013 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012. La hausse est imprimée par l'accroissement d'environ **10,0%** des dépenses courantes et la forte augmentation de **110,0%** des dépenses d'investissement surtout dans un contexte de sortie et de reprise assez modérée de l'aide extérieure. En effet, l'augmentation des dépenses courantes est imputable à la hausse de **25,0%** de la composante « biens et services » notamment l'effectivité des dépenses liées aux préparatifs des élections. De même, les croissances de **60,0%** des subventions aux entreprises et de **4,0%** pour les subventions des intrants agricoles ont contribué à tirer les dépenses vers le haut. Cependant, comparées à leur niveau de la même période en 2011 (année normale) les dépenses totales relatives au 1<sup>er</sup> semestre 2012 ont reculé légèrement de **3,0%** du fait essentiellement d'un repli des dépenses

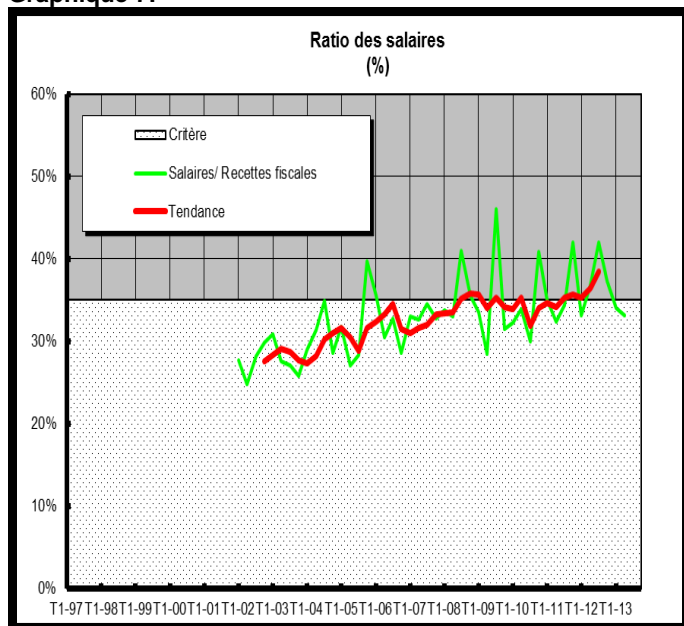
d'investissement financées par l'extérieur. Ce qui dénote une reprise timide de l'aide extérieure.

Par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2012, les dépenses totales ont reflué d'un peu plus de 2,0% en dépit du niveau toujours élevé des dépenses électorales ainsi qu'une augmentation de 23,0% respectivement pour les transferts et subventions et les investissements.

Le solde budgétaire de base est ressorti à 11,8 milliards FCFA au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 15,4 milliards FCFA au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

Le ratio « salaires sur recettes fiscales » est de 33,6% et celui des « investissements réalisés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales » est de +18,1% au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre respectivement 35,1% et 13,2% à la même période en 2012.

Graphique 7:



## 8- La situation monétaire, les transferts des migrants et la bourse

### a- La situation monétaire

#### a-1 La masse monétaire

A fin juin 2013, le niveau de la masse monétaire s'est amélioré de 295,7 milliards FCFA par rapport à fin juin 2012, soit 20,0% d'augmentation à cause principalement de la hausse de 226,6 milliards FCFA du niveau des dépôts bancaires. De même, la circulation fiduciaire s'est accrue de plus de 14,0% sur la même période. Par rapport à fin décembre 2012, le niveau de la masse monétaire affiche la même tendance orientée vers le haut mais dans une proportion moindre avec une variation positive de 5,0%.

#### a-2 Les contreparties de la masse monétaire

- A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2013, les avoirs extérieurs nets se redressent de plus de 181,0 milliards FCFA par rapport à leur niveau à la même période en 2012 en liaison notamment avec l'amélioration de la confiance de la communauté internationale sur la situation malienne. Ainsi, sur la même période le niveau des avoirs extérieurs de la Banque Centrale s'est accru de 145,8 milliards FCFA tandis que les avoirs extérieurs des banques commerciales s'améliorent de 35,7 milliards FCFA. Par rapport à fin décembre 2012, les avoirs extérieurs nets a enregistré un surplus de 108,4 milliards FCFA dû à une augmentation de 49,2 milliards FCFA des avoirs extérieurs nets des banques

commerciales ainsi qu'à la hausse de 59,2 milliards FCFA des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, il est resté stable sur la même période ;

- Tout comme les avoirs extérieurs nets, le crédit intérieur augmenté de 12,0%, soit une hausse de 109,9 milliards FCFA à fin juin 2013 par rapport à son niveau de juin 2012 en liaison avec le relèvement de niveau du crédit à l'économie. Cette situation s'explique par la confiance retrouvée des acteurs économiques au regard de l'évolution favorable à la relance des activités économiques. Par rapport à fin décembre 2012, le niveau du crédit intérieur a quelque peu baissé de 1,7% à cause principalement de la remonté beaucoup forte de la PNG que celle du crédit à l'économie sur la période ;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il affiche une variation positive de plus de 10,0% comparativement à son niveau à fin juin 2012. Cette situation pourrait indiquer une reprise progressive des activités économiques après une période de contraction. Par contre, l'augmentation du niveau du crédit à l'économie est moins forte par rapport à fin décembre 2012 avec un taux de 3,0% ;

- En un an (entre fin 2012 et fin 2013), on observe une détérioration de la PNG 6,2 milliards FCFA à cause de la hausse des dettes de l'Etat dans une proportion beaucoup plus élevée que celle des créances. Par rapport à fin décembre 2012, la position créditrice de l'Etat a augmenté de 49,6 milliards FCFA en liaison principalement avec la hausse des dépôts de l'Etat auprès de la banque centrale et au niveau des banques commerciales.

### b- Les transferts des migrants

Tableau 2 : Evolution des transferts des migrants

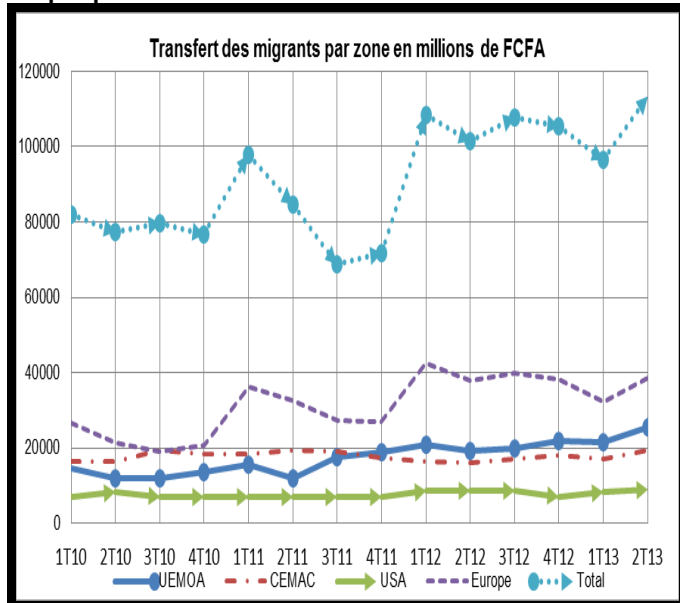
Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 10	81969	14480	16355	7170	26794
T2 - 10	77317	12550	16574	8141	21436
T3 - 10	79586	12410	19460	7174	19184
T4 - 10	76560	13616	18398	7121	20581
T1 - 11	97678	15545	18394	7070	36176
T2 - 11	84685	12227	19471	7212	32669
T3 - 11	69080	17292	19036	7305	27215
T4 - 11	71797	18895	17292	7555	27076
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	113411	25534	19322	9059	38681

Source : BCEAO

Unité : en millions de FCFA



**Graphique 8:**



Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le montant total des fonds rapatriés par les Maliens de l'étranger est en hausse contrairement au trimestre précédent et dépasse même son maximum historique de près de **5,0%**. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, on note un relèvement de niveau de **18,0%** tandis que par rapport à la même période en 2012 le montant transféré augmente de **12,0%**. La remontée assez considérable des fonds envoyés par les émigrés maliens est en grande partie tirée par ceux en provenance d'Europe et de la zone UEMOA.

### c- La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, l'activité boursière a encore été marquée par un regain d'activité sur l'ensemble des compartiments du marché. En effet, par rapport au trimestre précédent l'indice BRVM-10 a progressé de **12,0%** en moyenne et l'indice BRVM composite s'est apprécié de **11,5%**. Par rapport à la même période en 2012, l'indice BRVM-10 affiche une hausse de **31,0%** tandis que l'indice BRVM composite a progressé de **35,3%**. Cette bonne tenue du marché boursier régional serait liée à un accroissement de la capitalisation du marché des actions aussi bien que du marché obligataire. Au cours des prochains mois, l'activité boursière pourrait s'intensifier davantage.

### Conclusions et perspectives

Aux vues de l'évolution de l'activité économique mondiale, il ressort que la croissance de la production mondiale en 2013 ne progresserait mieux qu'en 2012 avec un taux de **3,1%**.

Au moment où le Mali sort de la crise socio politique et sécuritaire, la conjoncture économique évolue de façon diverse selon les secteurs. La production de l'industrie manufacturière se redresse et dépasse de **8%** son maximum historique. La production aurifère demeure au niveau atteint en 2012 avec l'exploitation de nouvelles mines. La chute de plus de **20%** en **6 mois** des cours mondiaux de l'or ne s'est pas encore traduite dans les prix d'exportation de l'or malien même si elle devrait affecter les résultats du second semestre 2013. Avec la reprise progressive de la demande intérieure, les importations progressent quelque peu, tandis que les exportations stagnent et pourrait baisser au regard de la chute des cours mondiaux de l'or. Le niveau de la pluviométrie atteint à fin juillet se révèle proche de la moyenne habituelle mais reste inférieur à son niveau observé en 2012. On pourrait anticiper une année de

production céréalière moyenne néanmoins inférieure aux bons résultats de 2012. La baisse progressive des prix à la consommation (**+5,3%** en décembre 2012 contre **+1,2%** en juillet 2013) tirée en grande partie par la composante alimentaire pourrait s'inverser au cours des prochains mois. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie affecté durement par les crises successives a du mal à se relever et cette situation risque de perdurer pendant plusieurs mois. Le secteur des BTP a été fortement marqué par la baisse des financements tant extérieurs que nationaux au 1<sup>er</sup> semestre 2012. On note également une amélioration du niveau des recettes de l'Etat en même temps qu'une augmentation des dépenses totales. Avec la reprise modérée à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2012 de l'aide extérieure, ce secteur devrait se redresser rapidement dans les prochains mois. Les crédits à l'économie continuent de progresser de façon satisfaisante (**+10% en un an**) de même que les avoirs extérieurs nets qui se redressent et dépassent leur maximum historique de **12,6 milliards FCFA**, traduisant ainsi l'amélioration de la confiance de la communauté internationale par rapport à la situation malienne.